



**Conseil d'administration  
du Programme des Nations Unies  
pour le développement, du Fonds  
des Nations Unies pour la population  
et du Bureau des Nations Unies  
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale  
11 juillet 2022  
Français  
Original : anglais

**Seconde session ordinaire de 2022**

29 août-1<sup>er</sup> septembre 2022, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

**UNOPS : questions financières, budgétaires  
et administratives**

**Rapport statistique annuel sur les activités d'achat des entités  
des Nations Unies, 2021**

*Résumé*

Conformément à la décision 2007/38 du Conseil d'administration, le Directeur exécutif de l'UNOPS soumet le présent rapport sur les achats effectués par les entités du système des Nations Unies. Le rapport statistique annuel complet est disponible auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le site du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (<http://www.ungm.org/ASR>).

Les 41 organismes qui ont soumis des données pour inclusion dans le rapport statistique annuel de 2021 ont acheté des biens et des services d'une valeur de 29,6 milliards de dollars en 2021, ce qui représente une augmentation de 32,5 % (7,3 milliards de dollars) par rapport à 2020. Les achats effectués dans les pays les moins avancés ont atteint 4,5 milliards de dollars, soit 15,2 % du total des achats des Nations Unies.

Le présent rapport statistique annuel contient :

- a) une analyse des tendances des achats des Nations Unies par entité, bien ou service, secteur ou catégorie de biens ou de services, pays et région d'approvisionnement ;
- b) une analyse de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur les activités d'achat ;
- c) une analyse des achats des Nations Unies auprès de fournisseurs implantés dans des économies en transition, des pays en développement et des pays parmi les moins avancés ;
- d) une analyse des achats effectués en commun par des entités des Nations Unies ;
- e) une analyse des pratiques d'achat durables dans le système des Nations Unies.



En outre, le [site Web du rapport statistique annuel](#) (en anglais) contient des tableaux de bord interactifs qui permettent aux usagers d'accéder à des données sur les achats par entité des Nations Unies, par pays d'approvisionnement et par catégorie d'achats, ainsi qu'à des détails sur les achats de biens et services importants (d'un montant supérieur à 30 000 dollars).

**Éléments de décision**

Le Conseil d'administration voudra peut-être prendre acte du présent rapport et accueillir avec intérêt les données et l'analyse qu'il contient.

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
Notes.....	4
I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2021 .....	5
II. Achats par secteur .....	5
III. Achats par catégorie de biens et de services .....	7
IV. Achats relatifs à la COVID-19 dans le système des Nations Unies .....	9
V. Volume des achats par région du fournisseur .....	12
VI. Principaux pays fournisseurs .....	13
VII. Achats effectués dans les pays les moins avancés .....	16
VIII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies .....	19
IX. Marchés passés en collaboration .....	23
X. Achats responsables .....	27
Annexe .....	33

## Notes

1. Des notes détaillées concernant la méthode de collecte et de présentation des données sont disponibles sur le site <http://www.ungm.org/ASR>.
2. Lorsque le présent rapport fait référence aux achats effectués par les Nations Unies, le système des Nations Unies ou les entités des Nations Unies, il s'agit des activités d'achat des 41 entités qui ont soumis des données sur leurs achats aux fins du rapport statistique annuel, 2021.
3. La passation de marchés est définie comme l'acquisition par l'achat ou la location de biens immobiliers, de biens ou d'autres produits (y compris de propriété intellectuelle), de travaux ou de services. Bien que les systèmes et les méthodes d'enregistrement et de communication des données sur la passation des marchés puissent différer entre les entités des Nations Unies, une définition commune de la passation des marchés<sup>1</sup> est utilisée pour le rapport statistique annuel, et les données sont recueillies dans un format normalisé. Certains organismes peuvent publier des statistiques sur les achats qui diffèrent de celles publiées dans le rapport statistique annuel, tandis que d'autres sont limités quant au niveau de détail qu'ils sont en mesure de fournir.
4. Les bons de commande et les contrats de services sont comptabilisés selon le montant du contrat et non selon les dépenses encourues.
5. La classification des biens et services dans le présent rapport repose, au niveau le plus détaillé possible, sur la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, qui est une norme multisectorielle de classification des biens et services de diffusion publique<sup>2</sup>. Certains noms de code ont été raccourcis ou modifiés.
6. Dans l'ensemble du rapport, le terme « pays » fait référence aux pays et territoires. Sauf indication contraire, il désigne les pays fournisseurs indiqués par l'entité déclarante. Les noms de pays, ainsi que leur désignation par région géographique, respectent les codes de pays ou de région normalisés pour l'usage statistique de la « norme M49 » (établis par la Division des statistiques du Secrétariat des Nations Unies)<sup>3</sup>. Aux fins de l'analyse, le rapport classe tous les pays dans l'une des quatre grandes catégories suivantes : pays développés, pays en développement, pays en transition et pays les moins avancés. Le rapport suit la catégorisation des pays définie par UNCTADstat<sup>4</sup> – à l'exception des pays les moins avancés, pour lesquels la norme M49 s'applique. Les appellations employées n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le rattachement d'un pays ou d'une zone à tel ou tel groupe répond uniquement à des raisons statistiques et ne présume en rien, de la part de l'Organisation, des affiliations politiques ou autres de ces pays ou territoires.

---

<sup>1</sup> Conforme au Manuel du praticien des achats des Nations Unies, qui peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.ungm.org/Shared/KnowledgeCenter/Document?widgetId=3518&documentId=904011>.

<sup>2</sup> Voir <http://www.unspsc.org>.

<sup>3</sup> Voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49>.

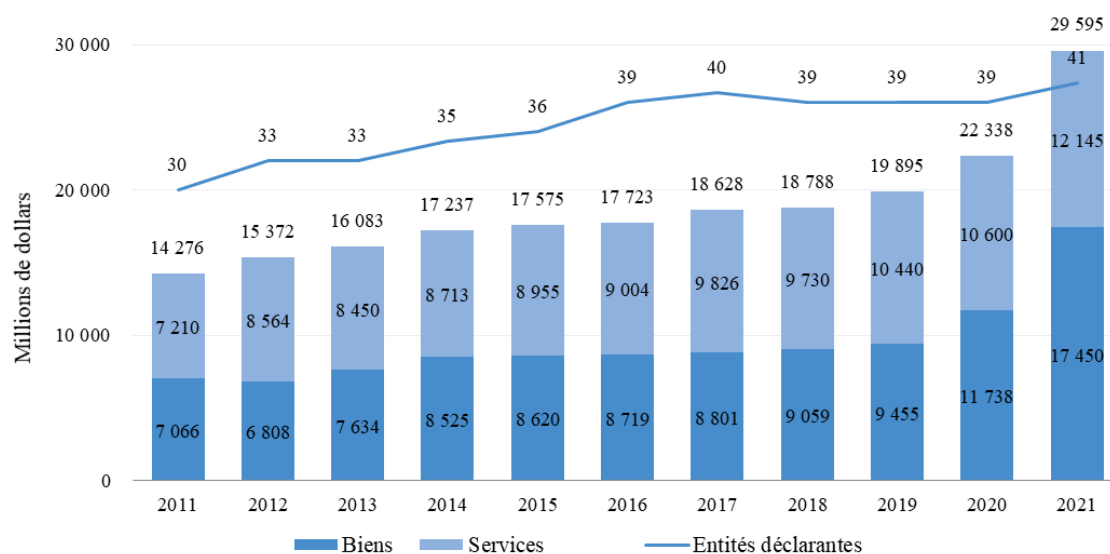
<sup>4</sup> Pour plus d'informations sur les appellations des pays utilisées par la CNUCED, voir <http://unctadstat.unctad.org/FR/Classifications.html>.

## I. Total des achats effectués par les entités des Nations Unies en 2021

7. Les achats des entités des Nations Unies ont atteint un niveau record en 2021. Leur volume total a atteint 29,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,3 milliards de dollars, ou 32,5 %, par rapport à 2020. Sur ce total, 59,0 %, soit 17,4 milliards de dollars, représentaient des achats de biens, et 41,0 %, soit 12,1 milliards de dollars, concernaient des services.

8. Deux nouvelles entités ont commencé à communiquer des données dans le rapport statistique annuel en 2021, ce qui porte à 41 le nombre total d'organismes déclarants. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a déclaré 35 millions de dollars d'achats, tandis que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a acheté pour 28 millions de dollars de biens et services. Si l'on exclut ces deux organisations, le total des achats s'est élevé à 29,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,2 milliards de dollars, ou 32,2 %, par rapport à 2020.

Figure I  
Total des achats de biens et de services et nombre d'entités ayant communiqué des données, 2011-2021



## II. Achats par secteur

9. Sur l'augmentation totale de 7,3 milliards de dollars enregistrée entre 2020 et 2021, 5,2 milliards de dollars concernaient le secteur de la santé. L'augmentation des achats dans ce secteur tient principalement à deux facteurs, à savoir, premièrement, les achats de vaccins contre la COVID-19 et leur distribution par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) et, deuxièmement, un vaste projet de l'UNOPS au Mexique, consistant à acheter des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux pour le compte du Gouvernement mexicain.

10. Le montant total des achats dans le secteur de la santé a presque doublé, passant de 5,5 milliards en 2020 à 10,6 milliards de dollars en 2021. L'UNICEF a été le premier acheteur dans ce secteur, avec 5,1 milliards de dollars (soit une augmentation

de 88,1 %), suivi par l'UNOPS (2,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 666 %) et l'OPS (1,2 milliard de dollars, soit une augmentation de 48,7 %). Les principales catégories du secteur étaient les *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (8,0 milliards de dollars d'achats), et les *matériel et fournitures à usage médical* (2,4 milliards de dollars).

11. Le secteur Construction, ingénierie et sciences était le deuxième par ordre d'importance. Les achats dans ce secteur ont augmenté de 490 millions de dollars pour atteindre 3,5 milliards de dollars. Les principales catégories du secteur étaient les *services des bâtiments et de l'entretien* (1,6 milliard de dollars d'achats, en progression de 26,9 %) – l'Organisation internationale du travail (OIT) est responsable de cette augmentation à hauteur de 131 millions de dollars – suivis des *services d'ingénierie et de recherche* (836 millions de dollars, en progression de 31,5 %), le PNUD étant à cet égard le plus gros acheteur et enregistrant la plus forte augmentation (324 millions de dollars au total en 2021, en progression de 71 millions de dollars par rapport à 2020). Les achats de *matériel de laboratoire et de tests* (550 millions de dollars au total) ont diminué de 13,6 %, principalement en raison du ralentissement des achats de matériel utilisé dans les laboratoires dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19. Les achats dans l'ensemble du segment ont toutefois augmenté de 360 millions de dollars par rapport à 2019.

12. Le secteur Alimentation et agriculture était le troisième par ordre d'importance, totalisant 3,0 milliards de dollars en 2021, en augmentation de 434 millions de dollars, ou 17,2 %, par rapport à 2020. Les achats du Programme alimentaire mondial (PAM) dans ce secteur ont augmenté de 404 millions de dollars, pour atteindre 2,2 milliards de dollars. 22,3 % des achats dans ce secteur ont été effectués auprès de fournisseurs des pays les moins avancés.

13. Les cinq premiers secteurs ont représenté ensemble 22,0 milliards de dollars, soit près des trois quarts du total des achats des entités des Nations Unies en 2021.

Tableau 1  
**Achats par secteur, 2021**

Catégorie (niveau des secteurs du rapport statistique annuel)	Total 2021 (millions de dollars)	Total 2020 (millions de dollars)	Variation totale 2020-2021 (millions de dollars)	Variation totale 2020-2021 (pourcentage)
Santé	10 642,9	5 472,0	5 170,8	94,5
Construction, ingénierie et science	3 526,9	3 036,5	490,4	16,2
Alimentation et agriculture	2 958,7	2 524,8	434,0	17,2
Transport et stockage	2 562,6	2 316,2	246,4	10,6
Administration et opérations	2 331,6	2 038,2	293,4	14,4
TIC et médias	2 122,6	1 818,1	304,5	16,7
Finance, assurances et biens immobiliers	1 099,3	1 165,0	-65,7	-5,6
Services de voyage, d'hébergement et de restauration	1 013,3	776,9	236,4	30,4
Services collectifs de distribution	924,5	931,3	-6,8	-0,7
Aide humanitaire, paix, sécurité et sûreté	848,2	824,9	23,3	2,8
Autres biens et services	547,0	713,1	-166,1	-23,3
Enseignement, formation et loisir	511,7	317,8	193,9	61,0
Véhicules à moteur et pièces, machines industrielles et équipements lourds	505,3	403,0	102,3	25,4
<b>Total</b>	<b>29 594,5</b>	<b>22 337,8</b>	<b>7 256,8</b>	<b>32,5</b>

### III. Achats par catégorie de biens et de services

14. À l'intérieur des secteurs susmentionnés, le rapport statistique annuel présente des données par catégorie de biens et de services sur la base des segments définis dans la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

15. Les 10 principales catégories d'achats en volume (segments) sont restées inchangées en 2021, bien que l'ordre des premiers segments ait changé (voir tableau 2).

16. Le segment le plus important en 2021 était celui des *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*, avec un total d'achats de 8,1 milliards de dollars – en progression de 5,0 milliards de dollars par rapport à 2020. Dans cette catégorie, les achats de médicaments à effet immunomodulateur (y compris les vaccins) se sont élevés à 5,4 milliards de dollars. L'UNOPS a enregistré la plus forte augmentation en pourcentage dans ce segment – en raison principalement de son projet au Mexique – égale à 2,0 milliards de dollars, contre 147 millions de dollars en 2020. La majeure partie de ces achats supplémentaires provenait de fournisseurs enregistrés au Mexique.

17. Les achats de l'UNICEF dans ce segment ont augmenté de 2,7 milliards de dollars pour atteindre 4,2 milliards de dollars, et ceux l'OPS a augmenté de 43,0 %, soit 316 millions de dollars. Les achats du PNUD ont enregistré une augmentation de 29,1 % dans ce segment (pour atteindre 222 millions de dollars) et ceux du FNUAP, une diminution de 28,8 %, soit de 55 millions de dollars.

Tableau 2

#### Classement des 10 principales catégories d'achats, en volume d'achats Niveau du segment UNSPSC, 2021

Catégorie	Total 2021 (millions de dollars)	Variation totale 2020-2021 (pourcentage)	Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2021 (pourcentage)
Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins	8 055,8	165,4	0,3
Services de transport, d'entreposage et de courrier	3 099,7	14,1	30,0
Aliments et boissons	2 503,5	15,1	20,4
Matériel et fournitures à usage médical	2 353,6	5,7	8,7
Services de gestion et d'administration	2 348,2	12,3	18,1
Services des bâtiments et de l'entretien	1 638,0	26,9	28,6
Services d'ingénierie et de recherche	1 629,0	22,7	10,7
Équipements informatiques et de communication	779,0	16,9	7,7
Services financiers et assurances	616,8	-2,9	33,0
Matériel de laboratoire et de tests	550,6	-13,5	4,8
<b>Total des 10 premières catégories d'achats</b>	<b>23 574,2</b>		
<b>Total, Nations Unies</b>	<b>29 594,5</b>		

Note : UNSPSC = Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

18. Les achats dans la catégorie des *services de transport, d'entreposage et de courrier*, deuxième segment en importance, ont augmenté de 383 millions de dollars, soit 14,1 %, par rapport à 2020, pour atteindre 3,1 milliards de dollars. Cette expansion a été alimentée par une reprise du transport de passagers et des services de

transport, qui avaient tous deux chuté en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19. Le PAM a été le plus gros acheteur dans ce segment, avec 1,4 milliard de dollars d'achats, soit 100 millions de dollars de plus qu'en 2020. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a fait état d'une augmentation de 55,7 %, soit 65 millions de dollars, de ses achats, qui restaient toutefois inférieurs de 33 millions de dollars à leur niveau de 2019.

19. La catégorie des *aliments et boissons* est redevenue le troisième segment par ordre d'importance en 2021, les achats à ce titre ayant augmenté de 329 millions de dollars, soit 15,1 %, par rapport à 2020. Le PAM est resté le principal acheteur et est responsable de la majeure partie de l'augmentation des achats dans ce segment. L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a augmenté ses achats dans ce segment de 27 millions de dollars, soit de 39,3 %, et la Division des achats les a quant à elle réduits de 87 millions de dollars, soit de 25,0 %.

20. Le total des achats dépassait le milliard de dollars dans quatre autres catégories. Des achats de *matériel et fournitures à usage médical* d'une valeur de 2,4 milliards de dollars ont été effectués. Les achats de l'UNICEF et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans ce segment ont enregistré globalement une diminution de 428 millions de dollars, compensée par une augmentation globale de 665 millions de dollars des achats de l'UNOPS et du PAM. Les achats de *services de gestion et d'administration* ont augmenté de 258 millions de dollars, soit de 12,3 %, pour atteindre 2,3 milliards de dollars ; 10,6 % du total des marchés dans ce segment étaient passés à des fournisseurs aux États-Unis d'Amérique. Les achats de *services des bâtiments et de l'entretien* ont augmenté de 26,9 %, ou de 348 millions de dollars, pour atteindre 1,6 milliard de dollars, et ceux de *services d'ingénierie et de recherche* ont quant à eux atteint 1,6 milliard de dollars, soit 301 millions de dollars de plus qu'en 2020.

### **UNESCO : Raviver l'esprit d'une ville déchirée par la guerre**

Pendant des siècles, la ville de Mossoul, en Iraq, a été l'un des centres urbains les plus peuplés de la région, où vivaient des personnes d'origines, d'ethnies et de croyances religieuses diverses. À la suite des destructions et des déplacements causés par le conflit en 2014, de nombreux bâtiments de la ville, dont l'un de ses monuments religieux les plus symboliques – le minaret Al Hadba – ont dû être reconstruits ou remis en état. Pour mener à bien les phases successives de ces opérations complexes de reconstruction, il fallait faire appel à des pratiques d'ingénierie et d'architecture avancées, assurer une gestion complète des risques et obtenir des services, des équipements et des matériaux spécialisés.

Le programme Faire revivre l'esprit de Mossoul, initiative phare multi-donateurs de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a été lancé en 2018 pour aider au rétablissement de l'une des villes emblématiques de l'Iraq et faciliter la reconstruction de monuments culturels importants touchés par le conflit. Dans le cadre de cette initiative, la remise en état de centaines de maisons historiques de la vieille ville de Mossoul est en cours, ainsi que celle de deux églises et quatre sites monumentaux, dont la mosquée Al Nouri et le minaret Al Hadba.

En 2021, l'UNESCO a passé des marchés d'une valeur totale de 21,2 millions de dollars pour l'acquisition de biens et de services liés à ce



projet pluriannuel. Les phases préparatoires de la reconstruction ont été achevées, notamment l'évaluation et la documentation, les études scientifiques, les fouilles archéologiques, la dépollution et les travaux de sécurité. Au cours de ces travaux, 9 940 tonnes de gravats ont été enlevées et 52 218 fragments historiques ont été récupérés, nettoyés et catalogués. Les grands travaux de reconstruction des monuments historiques de la ville devraient commencer en 2022.

La situation économique du pays et de la ville ayant été prise en considération, le projet utilise les ressources locales et réserve une partie des possibilités de travail sous contrat aux communautés locales, fournissant ainsi des emplois à plus de 3 000 personnes de la région.

*Les achats mondiaux de l'UNESCO ont totalisé 194 millions de dollars en 2021, dont 3,5 millions de dollars auprès de fournisseurs en Iraq.*

#### **IV. Achats relatifs à la COVID-19 dans le système des Nations Unies**

21. La réponse à la pandémie de COVID-19 a continué de représenter une large part des opérations des Nations Unies en 2021, et a donc figuré en bonne place dans les achats du système. Le volume total déclaré des achats liés à COVID-19 a atteint en 2021 2,1 milliards de dollars, en progression de 34 millions de dollars par rapport à 2020.

22. Le volume des achats de vaccins contre la COVID-19 par l'UNICEF et l'OPS est inclus dans les totaux du rapport statistique annuel pour 2021 mais, pour des raisons de confidentialité qui empêchent pour le moment la publication de statistiques détaillées, il n'est pas inclus dans les chiffres des achats liés à la COVID-19. Les activités d'achat de l'UNICEF liées à la réponse à la COVID-19 ne sont pas non plus incluses dans le présent chapitre en raison de la méthode suivie par cette entité, qui consiste à se préparer en effectuant des achats à l'avance, puis à effectuer les livraisons à partir de plateformes logistiques, comme indiqué dans le rapport 2020. En 2021, l'UNICEF a livré des biens d'une valeur de 352 millions de dollars à 130 pays, sans compter les fournitures liées aux vaccinations, dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19.

23. On trouvera dans le présent chapitre le détail des achats liés à la COVID-19 déclarés en 2021 par 35 organismes, dont 16 ont indiqué avoir passé des marchés d'une valeur supérieure à 1 million de dollars. Parmi ces derniers, le principal acheteur (en valeur) était l'OMS, avec un total de 635 millions de dollars – soit 116 millions de dollars ou 15,4 % de moins que le montant déclaré en 2020. Beaucoup d'autres entités ont également signalé une diminution de leurs achats liés à la COVID-19 en 2021 par rapport à 2020, notamment le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (123 millions de dollars de moins), le FNUAP (39 millions de moins) et le PAM (35 millions de moins). Cela tient, pour nombre d'entre elles, à l'évolution de la réponse.

24. En revanche, le PNUD, l'UNOPS et l'OPS, notamment, ont signalé une augmentation en 2021 de leurs achats dans ce domaine, qui a représenté au total 420 millions de dollars. Ces trois organismes ont effectué globalement 1,3 milliard de dollars d'achats liés à la réponse à la COVID-19.

25. De même qu'en 2020, les achats liés à la réponse à l'épidémie de COVID-19 ont été de nature multiple et concernaient à la fois la réponse directe à la pandémie et l'effort de relèvement plus général, comme en témoigne la vaste gamme des catégories de biens et de services achetés. Si les *matériel et fournitures à usage médical* restent la plus grande catégorie, les achats à ce titre, totalisant 493 millions de dollars, ont toutefois diminué de 162 millions de dollars par rapport à 2020. De même, les achats de *matériel de laboratoire et de tests* nécessaires dans le cadre de la réponse à la COVID-19 ont diminué de 83 millions de dollars. En revanche, les achats de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* ont enregistré une augmentation de 131 millions de dollars attribuable au PNUD et à l'OPS, dont les acquisitions de fournitures dans ce segment se sont élevées à 147 millions de dollars. L'UNOPS a déclaré 140 millions de dollars d'achats de *matériel pour plantes et animaux vivants* (en l'occurrence du blé) dans le cadre d'un projet de réponse à la COVID-19.

Tableau 3

**Achats liés à la COVID-19 : classement des 10 premières entités acheteuses, en volume, 2021**

Entité	Achats liés à la COVID-19, 2021 (millions de dollars)	Part des achats liés à la COVID-19 dans le total, 2021 (pourcentage)	Variation du volume des achats liés à la COVID-19, 2020-2021 (pourcentage)	Variation du volume total des achats (y compris achats liés à la COVID-19,) 2020-2021 (pourcentage)
OMS	634,6	38,3	-15,4	-3,5
PNUD	570,1	21,7	14,8	2,3
UNOPS	499,9	13,0	125,2	201,4
OPS	230,9	13,9	42,2	44,0
HCR	64,2	4,8	-65,8	-3,2
FAO	35,3	7,9	74,1	-2,1
UNRWA	14,0	5,0	1,8	23,1
OIM	9,7	1,0	-58,3	28,2
FNUAP	8,4	2,3	-82,4	-21,9
PAM	4,7	0,1	-88,1	23,5
<b>10 principales entités déclarant des achats liés à la COVID-19</b>	<b>2 071,8</b>	<b>11,4</b>	<b>5,5</b>	<b>29,4</b>
Autres entités déclarant des achats liés à la COVID-19	13,9	0,3	-82,6	8,5
<b>Total, toutes entités déclarant des achats liés à la COVID-19</b>	<b>2 085,7</b>	<b>9,4</b>	<b>2,1</b>	<b>25,0</b>
<b>Total</b>				<b>32,5</b>

Tableau 4  
**Classement des 10 principales catégories d'achats liés à la COVID-19, en volume d'achats**  
**Niveau du segment UNSPSC, 2021**

<i>Catégorie</i>	<i>Achats liés à la COVID-19, 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Part des achats liés à la COVID-19 dans le total, 2021 (pourcentage)</i>	<i>Variation du volume des achats liés à la COVID-19, 2020-2021 (pourcentage)</i>
Matériel et fournitures à usage médical	492,6	33,0	-24,8
Matériel de laboratoire et de tests	301,0	56,5	-21,5
Produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins	169,7	4,4	334,9
Services de gestion et d'administration	162,7	8,2	28,1
Matériel végétal et animal vivant	154,0	56,8	1 155,2
Équipements informatiques et de communication	140,9	19,0	-15,5
Services de transport, d'entreposage et de courrier	134,8	4,9	13,0
Services d'ingénierie et de recherche	111,4	8,0	42,5
Terrains, bâtiments et structures	72,0	34,2	33,3
Véhicules à moteur et pièces détachées	54,0	12,3	26,1
<b>Total des 10 premières catégories d'achats</b>	<b>1 793,1</b>	<b>13,1</b>	<b>6,9</b>
<b>Total</b>	<b>2 085,7</b>	<b>9,4</b>	<b>1,7</b>

Note : UNSPSC = Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

26. Les principaux pays fournisseurs des marchés passés en réponse à la COVID-19 étaient la Suisse (158 millions de dollars), l'Inde (149 millions de dollars) et les États-Unis d'Amérique (127 millions de dollars). Les achats auprès de ces pays ont augmenté, tandis que les achats auprès de fournisseurs en Chine ont diminué de 195 millions de dollars, pour s'établir à 114 millions de dollars (soit une réduction de 63,1 %).

Tableau 5  
**Achats liés à la COVID-19 : classement des 10 premiers pays fournisseurs, en volume, 2021**

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Achats liés à la COVID-19, 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Part des achats liés à la COVID-19 dans le total, 2021 (pourcentage)</i>	<i>Variation du volume des achats liés à la COVID-19, 2020-2021 (pourcentage)</i>
Suisse	158,0	13,9	185,5
Inde	149,5	26,1	316,8
États-Unis d'Amérique	126,9	8,2	53,4
Chine	114,0	26,5	-63,1
Argentine	101,8	71,9	119,5
Danemark	93,8	11,6	-52,9
Autriche	91,2	31,8	-17,2
Pays-Bas	79,6	14,7	63,0
Émirats arabes unis	69,9	9,3	149,3

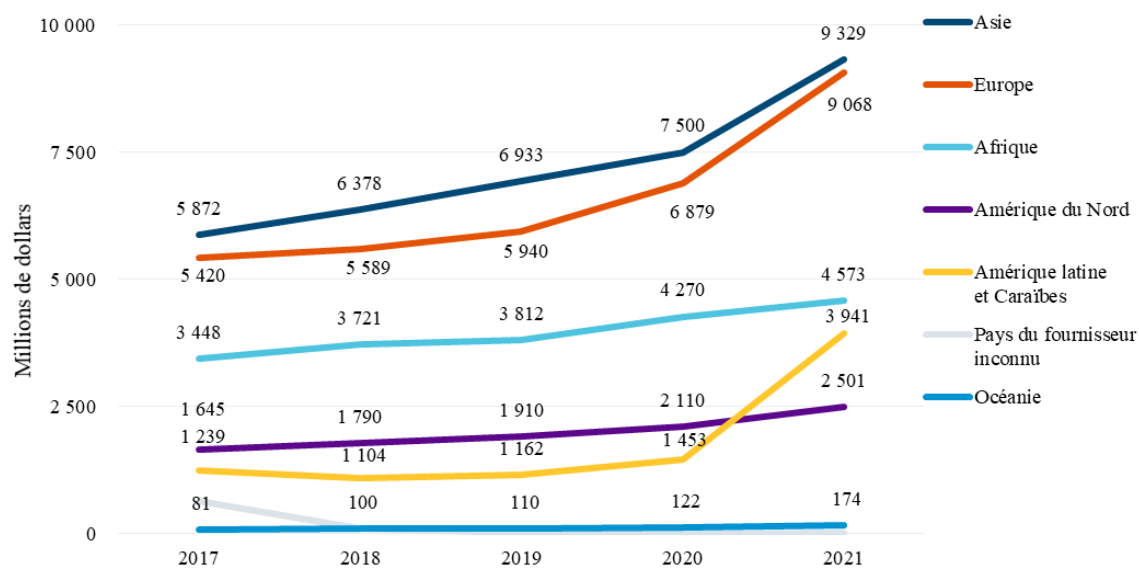
<i>Pays fournisseur</i>	<i>Achats liés à la COVID-19, 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Part des achats liés à la COVID-19 dans le total, 2021 (pourcentage)</i>	<i>Variation du volume des achats liés à la COVID-19, 2020-2021 (pourcentage)</i>
République de Corée	61,3	33,3	35,4
<b>Total des 10 premiers pays fournisseurs</b>	<b>1 045,9</b>	<b>16,4</b>	<b>8,9</b>
<b>Total</b>	<b>2 085,7</b>	<b>9,4</b>	<b>1,7</b>

## V. Volume des achats par région du fournisseur

27. En 2021, le volume des achats auprès de fournisseurs dans toutes les régions géographiques a augmenté, cette augmentation étant la plus prononcée dans la région Amérique latine et Caraïbes, en Europe et en Asie.

28. Les achats auprès de fournisseurs dans la région Amérique latine et Caraïbes ont augmenté de 2,5 milliards de dollars, soit 171 %, principalement en raison du projet de l'UNOPS dans le secteur de la santé au Mexique. Le Mexique représentait 58,1 % du total régional – et même si l'on exclut ce pays, les achats auprès de fournisseurs dans la région ont progressé de 310 millions de dollars, soit 23,1 %, sous l'effet principalement d'augmentations au Guatemala, en Colombie et au Brésil.

Figure 2  
Total des achats par région, 2017-2021



29. Vient ensuite l'Europe, où l'augmentation du volume des achats a atteint 2,2 milliards de dollars, ou 31,8 %. En effet, les achats auprès de fournisseurs suisses de biens et de services ont plus que doublé (passant de 741 millions de dollars en 2020 à 1,7 milliard de dollars), sous l'effet d'augmentations dans les secteurs de la santé, de l'ingénierie et des sciences de la construction, et de l'alimentation et de l'agriculture. Les achats auprès de fournisseurs en Suède, en Belgique et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont enregistré des augmentations de plus de 100 millions de dollars, à savoir respectivement 405 millions, 282 millions et 130 millions.

30. L'Asie est restée le premier fournisseur en volume, avec 9,3 milliards de dollars, soit près d'un tiers du total des achats des entités des Nations Unies. La Chine a été le premier pays fournisseur avec un total de 1,7 milliard de dollars, en progression de 717 millions de dollars par rapport à 2020. Les *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* ont été la principale catégorie de produits achetés auprès des fournisseurs chinois, pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Des biens et services d'une valeur de 1,2 milliard de dollars ont été acquis auprès de fournisseurs en Inde, tandis que les achats auprès de fournisseurs en Türkiye ont enregistré une augmentation de 191 millions de dollars pour atteindre un total de 698 millions de dollars en 2021. La Türkiye a été le premier pays fournisseur pour le segment des *produits alimentaires et boissons*.

31. Le volume des marchés passés à des fournisseurs en Afrique a augmenté globalement de 303 millions de dollars sous l'effet notamment d'une intensification des activités d'achat du PAM, de l'OIM et de l'UNICEF. Les marchés passés au Kenya, le plus grand pays fournisseur de la région en volume, ont connu une diminution de 67 millions de dollars entre 2020 et 2021, tandis que les achats auprès des fournisseurs au Nigeria et en Éthiopie ont augmenté de 92 millions de dollars et de 89 millions de dollars, respectivement.

32. Les achats en Amérique du Nord ont augmenté de 391 millions de dollars, tandis qu'en Océanie, ils ont augmenté de 51 millions de dollars. Le montant total des marchés passés à des fournisseurs d'Océanie s'est élevé à 174 millions de dollars, auxquels s'ajoutent 40 millions de dollars d'achats auprès de fournisseurs aux îles Marshall et 53 millions de dollars auprès des fournisseurs australiens.

## VI. Principaux pays fournisseurs

33. Les États-Unis d'Amérique sont restés le premier pays fournisseur en volume d'achats en 2021, augmentant leurs approvisionnements de 398 millions de dollars pour les porter à 2,3 milliards de dollars. L'UNICEF a augmenté de 291 millions de dollars ses achats auprès de fournisseurs de ce pays, tandis que la Division des achats a été leur deuxième client parmi les entités des Nations Unies, avec un total d'achats de 426 millions de dollars. Les États-Unis sont le premier fournisseur de *services de gestion et d'administration*, de *services d'ingénierie et de recherche* et d'*équipements informatiques et de communication*.

Tableau 6

### Classement des dix principaux pays fournisseurs, par volume d'achats, 2021

Pays fournisseur	Biens 2021 (millions de dollars)	Services 2021 (millions de dollars)	Total 2021 (millions de dollars)	Part du total des achats des Nations Unies 2021 (pourcentage)	Variation totale 2020-2021 (pourcentage)
États-Unis d'Amérique	1 327,4	1 000,0	2 327,5	7,9	20,6
Mexique	2 226,1	63,7	2 289,9	7,7	1 951,3
Chine	1 618,1	115,0	1 733,1	5,9	70,5
Suisse	871,3	847,6	1 719,0	5,8	132,0
Inde	1 049,9	197,2	1 247,1	4,2	31,7
Danemark	488,4	628,0	1 116,4	3,8	2,5
Belgique	904,3	83,6	987,9	3,3	40,0
France	580,7	239,1	819,8	2,8	9,5
Émirats arabes unis	530,6	264,6	795,2	2,7	0,6

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Services 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Total 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Part du total des achats des Nations Unies 2021 (pourcentage)</i>	<i>Variation totale 2020-2021 (pourcentage)</i>
États-Unis d'Amérique	1 327,4	1 000,0	2 327,5	7,9	20,6
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	305,7	420,1	725,8	2,5	21,7
<b>Total des 10 principaux pays fournisseurs</b>	<b>9 902,6</b>	<b>3 859,0</b>	<b>13 761,6</b>	<b>46,5</b>	<b>58,6</b>
<b>Total, Nations Unies</b>	<b>17 450,0</b>	<b>12 144,6</b>	<b>29 594,5</b>		<b>32,5</b>

34. Le total des achats au Mexique n'a diminué que de 38 millions de dollars, ce qui a fait de ce pays le deuxième fournisseur en 2021, alors qu'il était le 44e en 2020. Alors que l'UNOPS a été le premier organisme acheteur auprès de fournisseurs enregistrés au Mexique (2,2 milliards de dollars au total), le HCR a augmenté de 9,4 millions de dollars ses achats dans ce pays et le PAM, de 6,4 millions de dollars.

35. La Chine a été le troisième pays fournisseur en 2021 par suite d'une augmentation de 70,5 % des achats dans ce pays. Elle est également devenue le deuxième pays fournisseur de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* et de *matériel et fournitures à usage médical*, après le Mexique.

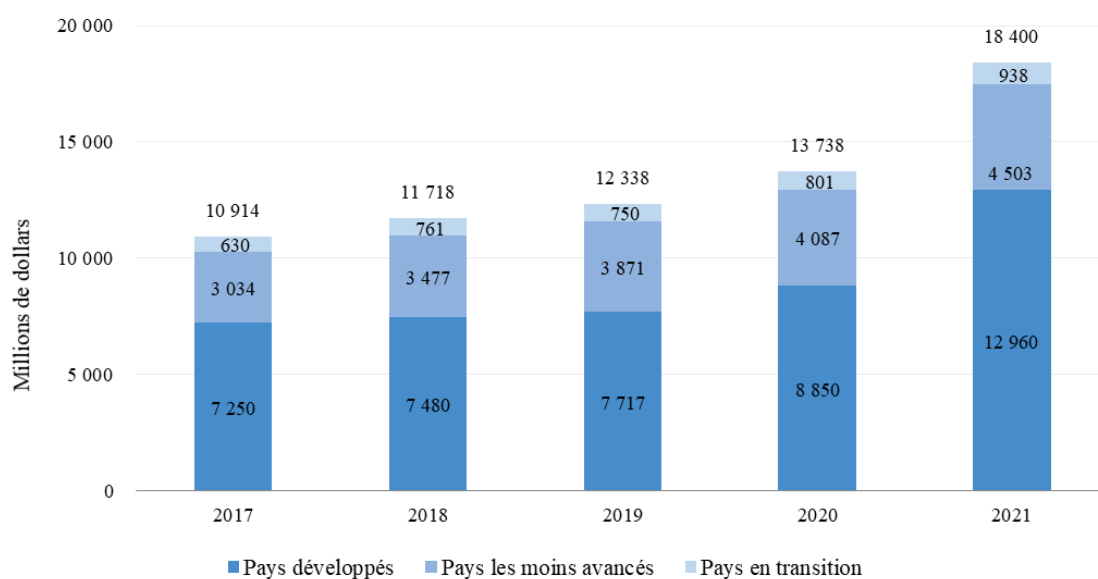
36. Une augmentation de 978 millions de dollars des achats en Suisse a fait passer ce pays du septième au quatrième rang des pays fournisseurs. Cette augmentation comprend 174 millions de dollars au titre des *services des bâtiments et de l'entretien*, ce qui fait de la Suisse le principal pays fournisseur dans ce segment. Celle-ci est suivie par l'Inde qui, malgré 300 millions de dollars d'achats supplémentaires, est passée du quatrième au cinquième rang des pays fournisseurs.

37. Le Danemark, deuxième pays fournisseur en 2020, est le sixième en 2021, avec un total de 1,1 milliard de dollars de biens et services fournis, dont 413 millions de *services de transport, d'entreposage et de courrier* et 208 millions de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*. Un quart de ce total (soit 348 millions de dollars) correspond à des achats de biens ou services dont le fournisseur est une entité des Nations Unies (voir chapitre IX, sur les marchés passés en collaboration).

38. La Belgique s'est classée au septième rang, avec un total de 988 millions de dollars, dont 73,6 % (soit 727 millions de dollars) de fournitures de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*. La France, avec 820 millions de dollars, a été le huitième pays fournisseur globalement et le premier pays fournisseur de *matériel de laboratoire et de tests*. Les Émirats arabes unis se sont classés au neuvième rang, avec 795 millions de dollars, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord s'est hissé au dixième, avec 726 millions de dollars de fournitures.

39. Le Yémen, qui était à la neuvième place en 2020, est passé à la onzième, même si les achats auprès de fournisseurs dans ce pays ont augmenté de 42 millions de dollars. Le Kenya, qui était dixième en 2020, a enregistré une réduction de 67 millions de dollars et est devenu le quatorzième pays fournisseur.

Figure 3  
**Achats effectués dans les pays en développement, les économies en transition et les pays les moins avancés, 2017-2021**



40. Quatre des dix premiers pays fournisseurs, à savoir le Mexique, la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis (rangés par ordre décroissant du volume d'achat) sont classés parmi les pays en développement. Les achats en provenance de ces quatre pays ont représenté globalement 6,1 milliards de dollars en 2021.

41. Le montant total des achats effectués dans les pays en développement s'est élevé à 18,4 milliards de dollars, dont 4,5 milliards dans les pays les moins avancés (voir fig. 3). Les achats effectués dans les pays en transition ont représenté 938 millions de dollars. La Fédération de Russie a été le principal pays fournisseur parmi ces derniers, avec 282 millions de dollars (contre 272 millions de dollars en 2020). La plus forte augmentation dans ce groupe de pays a été enregistrée par le Kirghizistan, où les achats ont augmenté de 51 millions de dollars pour atteindre un total de 71 millions de dollars en 2021.

#### **CESAP : Étude de marché pour un projet de test de matières dangereuses**

La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) a engagé un certain nombre d'activités qui s'inscrivent dans un dispositif de sécurité et de santé au travail mis en œuvre dans le complexe de bâtiments qu'elle occupe à Bangkok, en Thaïlande. L'une de ces activités consiste à effectuer des tests en laboratoire afin d'identifier et de quantifier la présence de matériaux de construction et de composants dangereux dans le complexe – principalement de l'amiante, des métaux lourds et des polychlorobiphényles totaux – qui pourraient nécessiter une manipulation spéciale ou une élimination lors de toute activité future de démolition, de modernisation ou de construction. La CESAP a recherché un fournisseur ayant les qualifications requises pour prélever des échantillons et les tester et établir un rapport sur les matériaux de construction du complexe.

Après avoir demandé l'avis technique de l'OIT, elle a réalisé une étude de marché pour s'assurer que les laboratoires thaïlandais avaient la capacité d'échantillonner et de tester ces substances dangereuses et qu'ils étaient en mesure de se conformer aux normes internationales.

Le Groupe des achats de la CESAP a organisé une série de sessions d'information et de visites de sites dans des laboratoires locaux où les fournisseurs potentiels ont confirmé les types de tests qu'ils pouvaient effectuer en Thaïlande ou avec d'autres laboratoires en tant que partenaires internationaux. La CESAP a procédé à des inspections dans les laboratoires pour comprendre le processus d'analyse et les protocoles appliqués.

Un fournisseur a été sélectionné, et les tests et analyses ont été effectués dans les locaux de la CESAP. Les résultats finaux des tests ont permis d'élaborer un manuel de la CESAP sur la manipulation des matières dangereuses pendant des travaux de construction d'entretien des bâtiments.

*La CESAP a passé en 2021 des marchés d'une valeur totale de 4,4 millions de dollars au titre des services des bâtiments et de l'entretien, dont 4,2 millions de dollars à des fournisseurs en Thaïlande.*

## VII. Achats effectués dans les pays les moins avancés

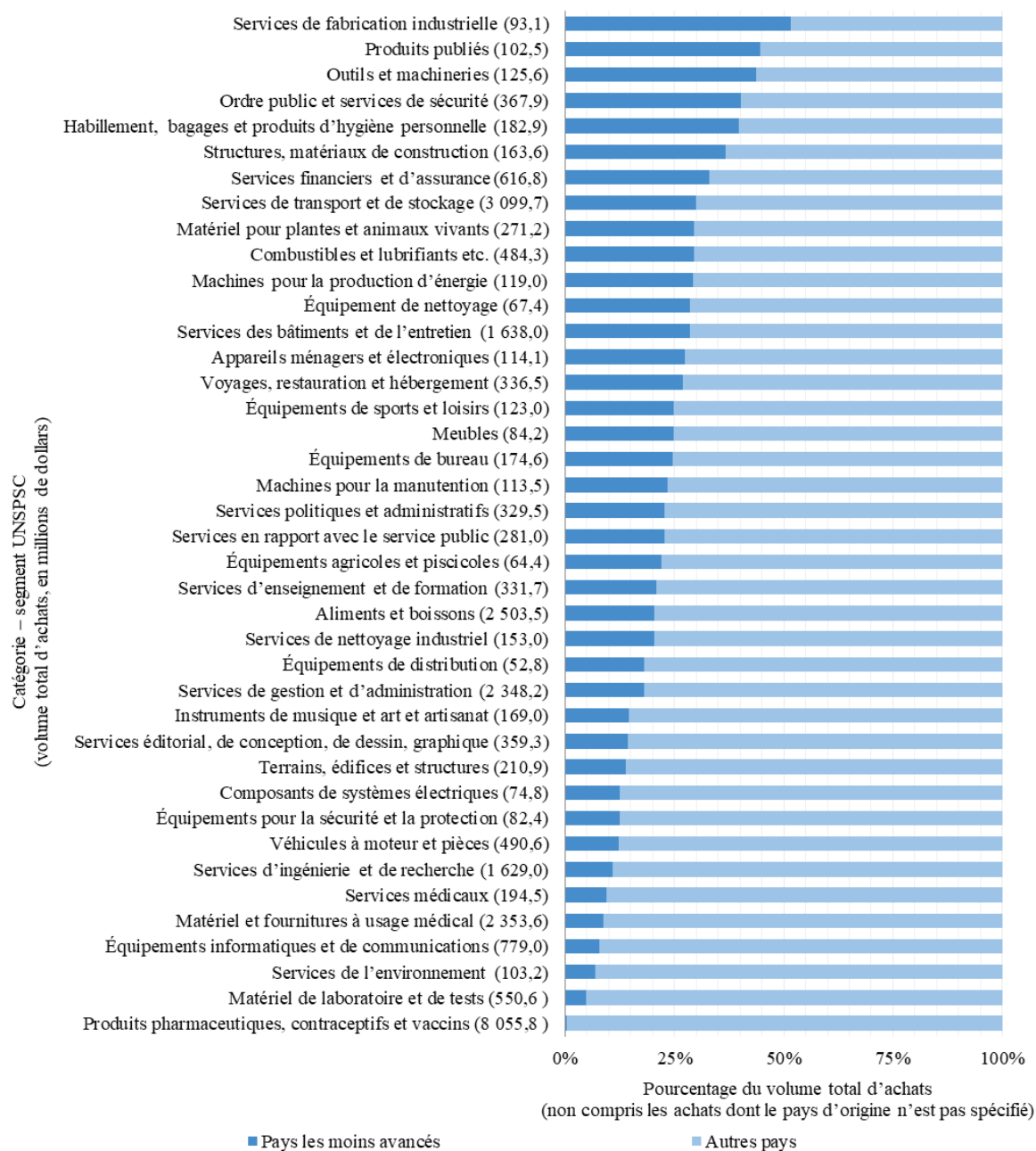
42. L'Organisation des Nations Unies a créé la catégorie des pays les moins avancés en 1971 en considération du soutien supplémentaire dont ces pays ont besoin. Le nombre des pays de cette catégorie a atteint un maximum de 51 en 1991 ; il était de 46 en 2021. Seuls six pays ont suffisamment progressé pour en sortir, le dernier en date étant le Vanuatu, en 2021. Il est essentiel de soutenir l'activité économique des pays les moins avancés pour les aider à atteindre leurs objectifs de développement durable et réaliser leurs aspirations. L'un des moyens d'y parvenir est de s'approvisionner auprès de fournisseurs de ces pays.

43. Les achats des organismes des Nations Unies auprès des pays les moins avancés ont augmenté chaque année depuis 2016. En 2021, ils ont atteint au total 4,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 416 millions de dollars ou 10,2 % par rapport à 2020. Le Yémen a été le premier pays fournisseur en volume de cette catégorie en 2021, avec un total de 721 millions de dollars.



Figure 4

**Achats par catégorie : volume total des achats par segment et proportion des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2021 (segments UNSPSC dont le volume des achats est supérieur à 50 millions de dollars ; biens et services non spécifiés exclus)**



Note : UNSPSC = Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

44. Les achats effectués dans un certain nombre des pays les moins avancés ont augmenté par rapport à 2020 (voir tableau 7). Les achats auprès de fournisseurs en Éthiopie ont progressé de 89 millions de dollars, soit 28,5 %, par rapport à 2020, sous l'effet notamment d'une augmentation de 53 millions de dollars au titre des *services de transport, d'entreposage et de courrier*. Les achats dans ce segment ont représenté plus de la moitié du total des achats effectués auprès des fournisseurs éthiopiens.

Tableau 7  
**Classement des 20 premiers pays fournisseurs, par volume d'achats – pays les moins avancés, 2021**

<i>Pays fournisseur</i>	<i>Biens 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Services 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Total 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Part du total des achats des Nations Unies 2021 (pourcentage)</i>	<i>Variation totale 2020-2021 (pourcentage)</i>
Yémen	187,7	532,9	720,6	2,4	6,2
Éthiopie	120,3	282,9	403,2	1,4	28,5
Afghanistan	168,0	182,8	350,9	1,2	33,3
Soudan	155,6	185,1	340,7	1,2	19,4
Soudan du Sud	87,6	195,5	283,1	1,0	23,5
République démocratique du Congo	55,8	136,1	191,9	0,6	-16,5
Bangladesh	97,5	90,0	187,5	0,6	-17,3
Ouganda	72,6	114,1	186,6	0,6	1,1
Somalie	17,6	129,4	147,0	0,5	4,9
Mozambique	80,6	57,9	138,5	0,5	42,2
Mali	23,0	100,2	123,2	0,4	16,8
Niger	46,2	65,6	111,8	0,4	-10,7
Burkina Faso	48,7	57,9	106,7	0,4	17,0
Tchad	34,9	61,0	95,9	0,3	-0,3
République-Unie de Tanzanie	40,9	47,9	88,8	0,3	-7,3
Rwanda	61,4	24,7	86,1	0,3	61,3
Madagascar	44,4	40,0	84,4	0,3	114,9
Myanmar	57,0	26,2	83,2	0,3	-13,4
République centrafricaine	24,8	52,8	77,7	0,3	-19,4
Haïti	22,9	48,5	71,4	0,2	14,2
<b>Total des 20 principaux pays fournisseurs</b>	<b>1 447,5</b>	<b>2 431,5</b>	<b>3 879,0</b>	<b>13,1</b>	<b>10,5</b>
<b>Total des pays les moins avancés</b>	<b>1 662,8</b>	<b>2 840,3</b>	<b>4 503,2</b>	<b>15,2</b>	<b>10,2</b>
<b>Total</b>	<b>17 450,0</b>	<b>12 144,6</b>	<b>29 594,5</b>		<b>32,5</b>

45. Les achats en Afghanistan ont augmenté de 33,3 %, ou de 88 millions de dollars, pour atteindre 351 millions de dollars en 2021. Cela incluait 97 millions de dollars d'achats de *produits alimentaires et boissons*, en progression de 62 millions de dollars par rapport à 2020. Les achats effectués auprès de fournisseurs au Soudan et au Soudan du Sud ont augmenté de 55 millions et 54 millions de dollars, respectivement. L'augmentation du volume des achats effectués dans ces trois pays est en partie imputable à l'intensification des activités d'achat du PAM.

46. Les plus fortes réductions des achats effectués dans les pays les moins avancés ont été enregistrées au Bangladesh (diminution de 39 millions de dollars), en République démocratique du Congo (38 millions de dollars) et au Malawi (36 millions de dollars).

47. Les *services de transport, d'entreposage et de courrier* ont constitué le plus large segment, en volume, parmi les achats effectués dans les pays les moins avancés, atteignant un total de 929 millions de dollars (97 millions de dollars de plus qu'en 2020). Les achats auprès des pays les moins avancés dans ce segment ont augmenté

de 34,1 % depuis 2018. La catégorie des *produits alimentaires et boissons* se classe au deuxième rang des achats en provenance des pays les moins avancés (progressant de 100 millions de dollars pour atteindre 510 millions de dollars). La catégorie pour laquelle la plus grande proportion d'achats provenait des pays les moins avancés était celle des *services de fabrication industrielle* (48 millions de dollars sur un total de 93 millions de dollars, soit 51,7 %).

48. Le PAM est resté le premier acheteur auprès des fournisseurs des pays les moins avancés en 2021, avec un total d'achats de 1,6 milliard de dollars. Ce montant était supérieur de 295 millions de dollars à celui de 2020 et représentait 36,5 % de l'ensemble des achats des Nations Unies auprès de fournisseurs dans les pays les moins avancés. L'UNICEF s'est classé en deuxième place, avec 810 millions de dollars d'achats, suivi du PNUD, avec 399 millions de dollars.

## VIII. Achats des différentes entités du système des Nations Unies

49. Les entités déclarantes ont enregistré des variations sensibles du volume de leurs achats en 2021 par rapport à 2020 (voir tableau 8). Nombre d'entre elles ont fait état d'une intensification des activités d'achat, soit liée à la pandémie de COVID-19, soit, dans certains cas, occasionnée par un retour des opérations aux niveaux pré-pandémiques, les restrictions applicables ayant été assouplies.

50. L'UNICEF a été la première entité acheteuse, avec un total de 7,2 milliards de dollars en 2021, en progression de 2,7 milliards de dollars, ou 60,7 %, par rapport à 2020. Ses achats de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* ont augmenté de 171 % pour atteindre 4,2 milliards de dollars, notamment en raison des achats de vaccins contre la COVID-19. Ses achats de *matériel et fournitures à usage médical* ont diminué de 283 millions de dollars par rapport à 2020 mais restent supérieurs de 81,8 % (ou de 387 millions de dollars) à leur niveau de 2019. Ces changements reflètent l'évolution de la nature des achats effectués en réponse à la pandémie.

Figure 5  
**Achats effectués par les entités des Nations Unies dans les pays les moins avancés, 2020-2021**  
**(classement des 10 premières entités par volume total d'achats)**

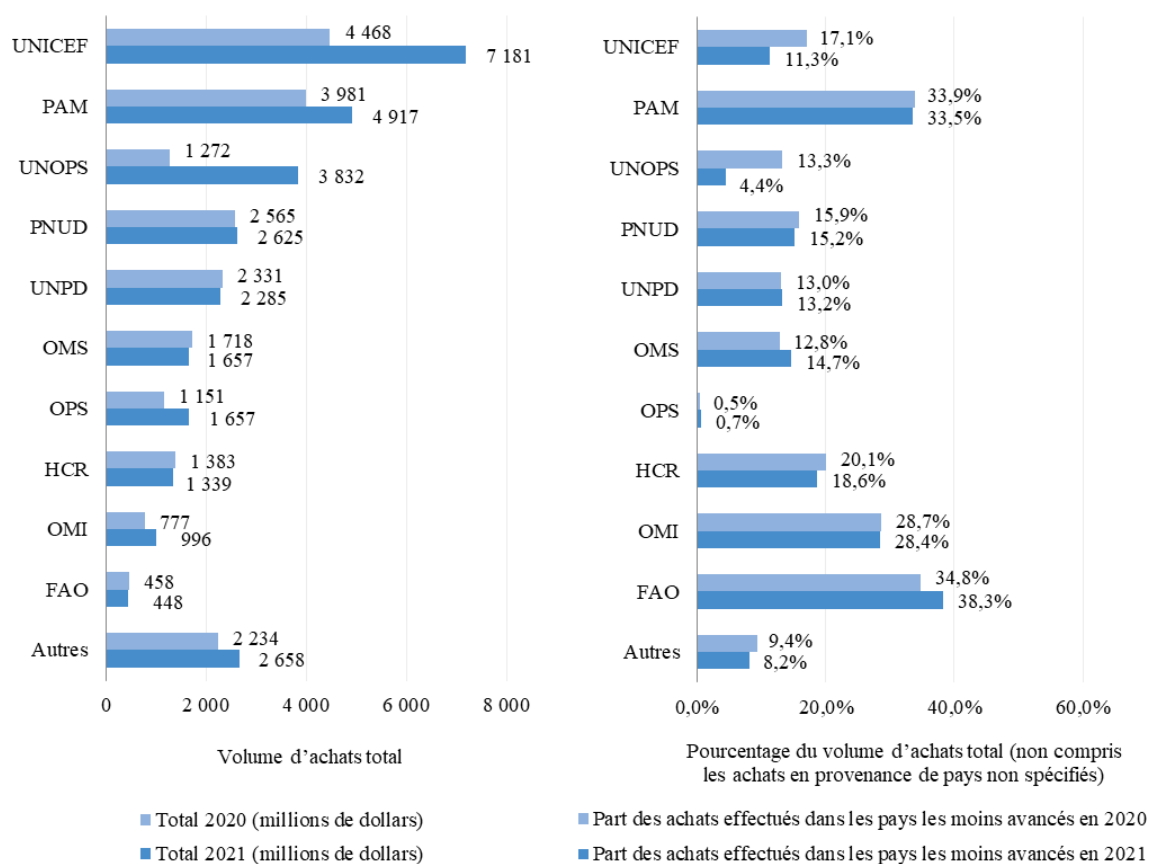


Tableau 8  
**Achats par entité des Nations Unies, 2021**

Entité	Total 2021 (millions de dollars)	Variation totale 2020-2021 (pourcentage)	Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2021 (pourcentage)
UNICEF	7 180,8	60,7	11,3
PAM	4 916,7	23,5	33,5
UNOPS	3 831,8	201,4	4,4
PNUD	2 624,9	2,3	15,2
UNPD	2 284,7	-2,0	13,2
OMS	1 657,2	-3,5	14,7
OPS	1 656,8	44,0	0,7
HCR	1 338,5	-3,2	18,6
OIM	996,3	28,2	28,4
FAO	448,4	-2,1	38,3
OIT	409,2	86,2	11,9
FNUAP	369,6	-21,9	14,6
UNRWA	277,6	23,1	0,1

<i>Entité</i>	<i>Total 2021 (millions de dollars)</i>	<i>Variation totale 2020-2021 (pourcentage)</i>	<i>Part des achats effectués dans les pays les moins avancés, 2021 (pourcentage)</i>
AIEA	207,2	8,2	0,3
UNESCO	194,2	63,2	13,1
ONUG	180,2	27,7	0,2
ONU Femmes	157,6	17,7	16,8
ONUDI	151,6	-2,2	8,2
OMPI	134,0	2,2	0,3
ONUV	93,0	4,1	16,4
ONUN	64,3	4,4	5,9
FIDA	59,1	10,7	11,0
OIAC	39,6	60,7	0,0
ONUSIDA	38,6	7,4	13,9
OACI	35,2	*	0,2
CEA	28,4	64,1	24,0
OMC	27,5	*	0,0
UIT	25,2	34,0	0,9
CIT	23,7	14,7	34,0
CCNUCC	23,0	77,0	0,0
CESAP	16,9	28,2	1,3
MIFRTP	15,2	-3,0	14,8
OMM	14,7	14,0	0,1
OMI	14,7	-24,4	0,0
CESAO	12,9	115,2	0,3
UPU	12,6	8,1	2,0
UNU	10,1	5,3	0,2
VNU	9,8	7,4	0,2
CEPALC	9,4	1,3	0,0
OMT	2,4	48,7	0,0
UNAKRT	0,9	102,9	51,6
<b>Total</b>	<b>29 594,5</b>	<b>32,5</b>	<b>15,2</b>

*Note* : Le calcul de la part des achats effectués dans les pays les moins avancés exclut les données pour lesquelles le pays fournisseur n'est pas connu.

\* L'OACI et l'OMC ont fait rapport pour la première fois en 2021.

51. Le volume des achats de l'OPS a augmenté de 506 millions de dollars, en partie sous l'effet de l'achat de vaccins contre la COVID-19 et de biens et services connexes. Ses achats de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* ont atteint 1,1 milliard de dollars, tandis que ses achats de *services de transport, d'entreposage et de courrier* ont doublé, pour atteindre 108 millions de dollars.

52. Le PAM s'est de nouveau classé en deuxième place en termes de volume d'achats, avec un total de 4,9 milliards de dollars, soit 936 millions de dollars de plus qu'en 2020. Cette augmentation est due à une forte progression de l'aide alimentaire et des activités de transport connexes tout au long de 2021, de nombreuses urgences ayant nécessité des livraisons durables de céréales et de légumineuses. Le PAM a

acheté pour 394 millions de dollars supplémentaires de *produits alimentaires et boissons*. Les achats déclarés dans le segment des *matériel et fournitures à usage médical* ont augmenté de 339 millions de dollars, mais cela tient à la prise en compte des produits de nutrition clinique (qui étaient précédemment enregistrés dans le segment des *produits alimentaires et boissons*). La deuxième catégorie des achats du PAM, par son importance, était les *services de transport, d'entreposage et de courrier*.

53. Les achats de l'UNOPS ont triplé par rapport à 2020, pour atteindre 3,8 milliards de dollars en 2021. Sur ce montant, 2,2 milliards de dollars étaient liés à marchés passés dans le cadre d'un important projet dans le domaine de la santé au Mexique. Ce projet mis à part, les achats de l'UNOPS ont atteint 1,6 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 27,5 % par rapport à 2020. Les principales catégories d'achats de l'UNOPS étaient les *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (2,2 milliards de dollars) et les *matériel et fournitures à usage médical* (500 millions de dollars).

54. Les achats de plusieurs autres entités ont sensiblement augmenté en pourcentage. Ceux de L'OIT ont augmenté de 189 millions de dollars, soit 86,2 %, pour atteindre 409 millions de dollars. Cela s'explique par une augmentation de 131 millions de dollars des achats au titre des *services des bâtiments et de l'entretien*, liée à un projet de rénovation. Les achats effectués par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ont augmenté de 77,0 %, pour atteindre 23 millions de dollars, en 2021 – les achats effectués en 2020 avaient été plus faibles que d'habitude en raison de la pandémie et en 2021, l'entité a fait l'acquisition de nouvelles technologies à l'appui de ses activités virtuelles et hybrides. Les achats de l'UNESCO ont augmenté de 63,2 %, soit 75 millions de dollars, dont 43 millions de dollars étaient constitués de *services des bâtiments et de l'entretien* fournis dans le cadre de contrats de construction de grande valeur pour des projets en Irak et au Liban, ainsi qu'au siège de l'Organisation à Paris.

55. Les achats de l'UNRWA ont augmenté de 52 millions de dollars, dont 15 millions de dollars au titre des *services des bâtiments et de l'entretien*, ce qui reflète une reprise des activités de construction par suite de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. Les achats de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont augmenté globalement de 16 millions de dollars, notamment en raison de grands projets de construction en cours. Le PNUD a fait état d'une demande de soutien accrue de la part des gouvernements pour les achats de produits sanitaires, en particulier de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*. Les achats du PNUD dans cette catégorie ont augmenté de 29,1 %, soit de 50 millions de dollars, pour atteindre 222 millions de dollars. Ses achats de *matériel et fournitures à usage médical* ont en revanche diminué de 22,2 % pour s'établir à 184 millions de dollars.

56. Trente et une entités ont augmenté et huit ont réduit le volume de leurs achats en 2021. La plus forte réduction en valeur absolue a été enregistrée par le FNUAP, dont les achats sont passés d'un niveau record de 473 millions de dollars en 2020 à 370 millions de dollars en 2021, ce qui est plus proche du niveau moyen à long terme pour cette entité. Elle est due à l'incertitude entourant les perspectives de financement à long terme par les donateurs. Elle a principalement touché les catégories des *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (en recul de 55 millions de dollars) et des *matériel et fournitures à usage médical* (en recul de 32 millions de dollars). Les achats de l'OMS ont diminué de 61 millions de dollars pour s'établir à 1,7 milliard de dollars, dépassant néanmoins de 764 millions de dollars leur niveau de 2019. La plus forte réduction en pourcentage a été enregistrée par l'Organisation maritime internationale, dont les achats ont diminué de 24,4 %, soit 4,7 millions de dollars, pour s'établir à 15 millions de dollars.

57. En 2021, 19 entités ont acheté au moins 10 % de leurs biens et services dans les pays les moins avancés et 5 entités en ont acheté plus de 25 %. Le PAM y a effectué le plus d'achats en volume (1,6 milliard de dollars au total) et l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges y a passé les plus grands marchés en proportion du total des achats (51,6 %, soit 0,5 milliard de dollars).

## **IX. Marchés passés en collaboration**

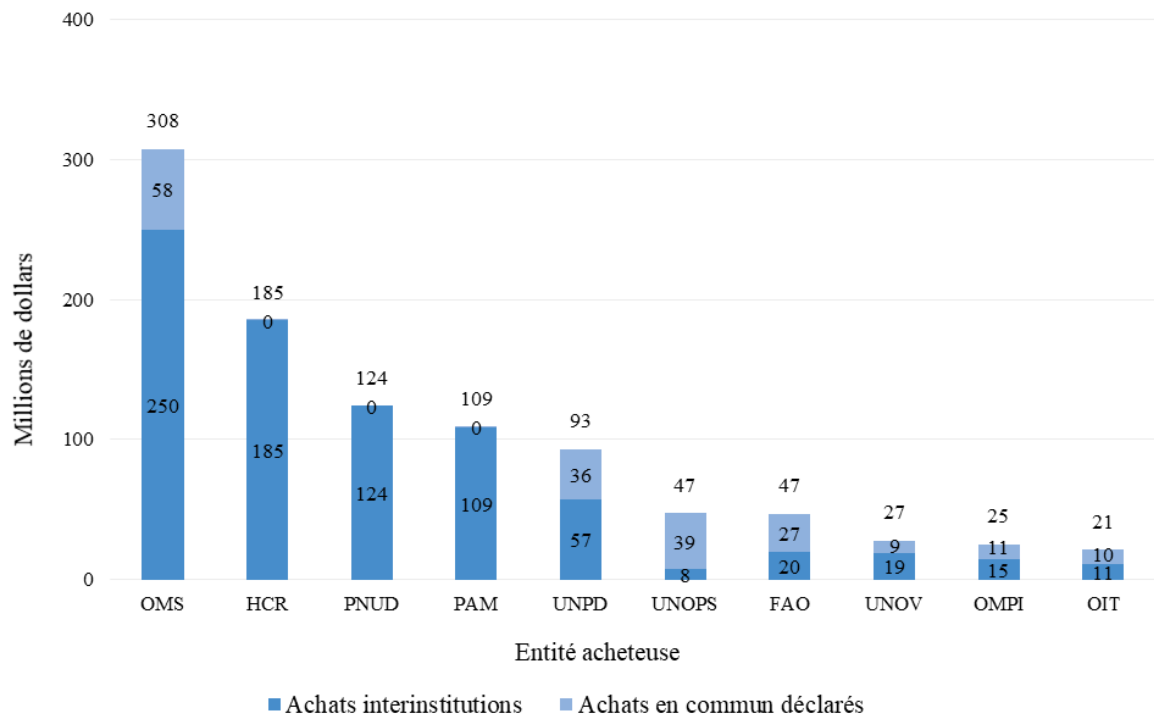
58. Conformément à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet, des données sur les achats en commun sont recueillies depuis 2016. Dans cette résolution, l'Assemblée demandait aux organismes des Nations Unies d'améliorer la synergie et les efforts interinstitutions. Elle les priait de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle nationale, régionale ou mondiale. Les dispositions de cette résolution ont été renforcées par la déclaration dite de « reconnaissance mutuelle », dont de nombreuses entités des Nations Unies sont signataires.

59. Les achats en commun ont pour objectif d'obtenir des prix réduits ou un meilleur service grâce aux économies d'échelle, et de réduire les inefficacités et les doubles emplois parmi les organismes des Nations Unies.

60. En 2021, pour la première fois depuis le début de l'établissement des rapports, les 41 organisations participantes ont toutes effectué des achats en collaboration, pour un montant total de 1,1 milliard de dollars. Ces achats, qui ont enregistré une légère augmentation de 14 millions de dollars par rapport à 2020, ont représenté 3,9 % du volume total des achats en 2021. Sur ce montant total, les opérations dans lesquelles une entité a acheté des biens ou des services à une autre entité des Nations Unies représentaient 80,7 %, soit 922 millions de dollars, tandis que les autres achats déclarés par les entités comme étant effectués « en commun » représentaient 220 millions de dollars, soit 19,3 %.

61. En raison de difficultés techniques rencontrées dans la communication des données au niveau des opérations, certaines entités ne sont pas en mesure de déterminer le chiffre exact du volume des achats effectués en collaboration. Il est donc probable que les chiffres déclarés reflètent une estimation prudente de la collaboration dans le système des Nations Unies.

Figure 6  
**Achats en collaboration déclarés par les entités (dix principales entités acheteuses)**



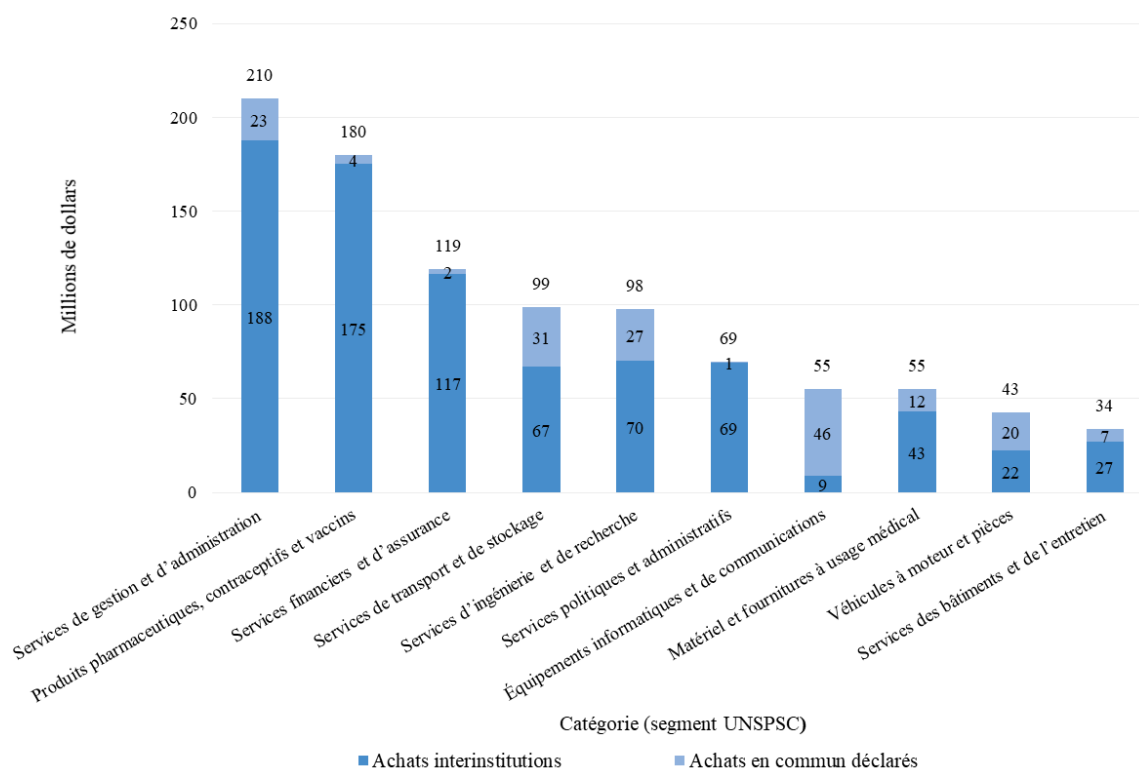
62. Dans cette analyse, le total des marchés passés en collaboration est constitué d'une part des achats d'entités des Nations Unies auprès d'autres entités des Nations Unies (achats « interinstitutions ») et, d'autre part, des achats déclarés comme effectués en commun auprès de fournisseurs extérieurs au système des Nations Unies.

63. Les achats en commun déclarés ont représenté 220 millions de dollars en 2021 – en diminution de 42 millions de dollars par rapport à 2020. Cela tient au fait que moins d'entités ont déclaré avoir effectué de telles opérations (29 en 2021 contre 34 en 2020).

64. Bien que les achats collaboratifs (non compris les achats interinstitutions) aient globalement diminué, 12 entités ont déclaré avoir intensifié ce type d'opération depuis 2020. La Division des achats de l'ONU a enregistré la plus forte augmentation des achats en commun, ayant déclaré à ce titre 14 millions de dollars d'achats de plus qu'en 2020, suivie par l'OMS (augmentation de 6,9 millions de dollars) et la FAO (augmentation de 3,4 millions de dollars).



Figure 7  
**Achats en commun déclarés par catégorie d'achat (10 principaux segments de la Classification)**



Note : UNSPSC = Classification normalisée des produits et services des Nations Unies.

65. Les achats en commun déclarés ont concerné en premier lieu la même catégorie que l'an dernier, à savoir les *équipements informatiques et de communication*, ont représenté 46 millions de dollars et ont été principalement effectués auprès de fournisseurs aux États-Unis d'Amérique et au Danemark. Viennent ensuite les achats de *services de transport, d'entreposage et de courrier*, qui ont représenté 31 millions de dollars et ont été effectués à hauteur de 19 millions de dollars auprès de fournisseurs au Danemark, puis ceux de *services d'ingénierie et de recherche*, de 27 millions de dollars, effectués à hauteur de 11 millions auprès de fournisseurs en Suisse.

66. Le montant total des achats interinstitutions a augmenté de 56 millions de dollars, soit 6,5 %, par rapport à 2020, et s'élève à 922 millions de dollars. Cette progression est principalement imputable à la Division des achats, dont le volume des achats effectués auprès d'autres organismes des Nations Unies, portant dans une large mesure sur les *services de gestion et d'administration*, a augmenté de 33 millions de dollars en 2021. Des augmentations considérables des achats interinstitutions ont également été observées au PNUD (augmentation de 25 millions de dollars) et à l'OMS (augmentation de 17 millions de dollars).

67. Ces trois entités ont également été globalement les plus grands acheteurs auprès d'autres organismes des Nations Unies en 2021 (voir fig. 6). Pour la deuxième année consécutive, l'OMS a enregistré le plus large volume d'achats interinstitutions, ayant effectué des achats d'un montant de 250 millions de dollars auprès d'autres entités des Nations Unies en 2021. Ceux-ci étaient principalement constitués de *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins*, fournis par l'UNICEF (154 millions de

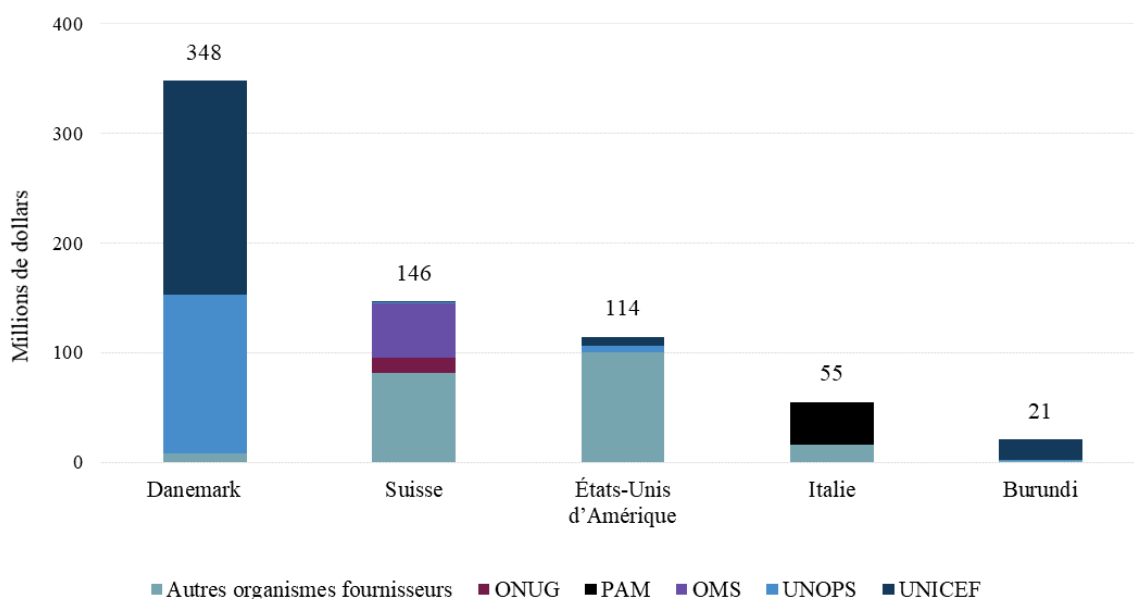
dollars), et de *services de gestion et d'administration* (44 millions de dollars), fournis principalement par l'UNOPS.

68. Les 10 premières catégories d'achats interinstitutions sont restées les mêmes que l'année précédente, à l'exception des *équipements de sports et loisirs*, qui sont passés de la douzième place en 2020 à la huitième en 2021, le volume des achats à ce titre ayant augmenté de 18 millions de dollars. Cela tient principalement à des achats accrus de moustiquaires, qui protègent les personnes contre les maladies transmises par les moustiques, mais qui relèvent du segment des *équipements de sports et de loisirs* dans la classification des produits et services des Nations Unies.

69. En ce qui concerne les organismes fournisseurs, l'UNICEF a été le principal fournisseur des autres entités des Nations Unies, pour un montant total record de 245 millions de dollars en 2021, principalement dans la catégorie des *produits pharmaceutiques, contraceptifs et vaccins* (175 millions de dollars). L'UNOPS a été le deuxième organisme fournisseur en volume, avec 162 millions de dollars de produits ou services fournis à d'autres entités des Nations Unies, dont 105 millions de dollars au titre des *services financiers assurances*. Le PNUD est arrivé en troisième place pour la deuxième année consécutive, ayant fourni à d'autres entités des Nations Unies des biens et services à hauteur de 124 millions de dollars, dont 32 millions de dollars au titre des *services de gestion et d'administration*.

70. Les fournitures en provenance des cinq premiers pays fournisseurs en volume pour les achats interinstitutions ont augmenté de 63 millions de dollars par rapport à 2020 pour atteindre au total 685 millions de dollars en 2021. Si les quatre premiers pays sont restés les mêmes que l'année précédente, le Burundi est passé de la quinzième place en 2020 à la cinquième en 2021, avec un total de 21 millions de dollars (en progression de 14 millions de dollars). Cela découle de l'achat de moustiquaires par le PNUD auprès de l'UNICEF, qui a été déclaré dans ce pays. Les trois premiers pays de ce groupe accueillent également certains des principaux centres opérationnels du système des Nations Unies.

Figure 8  
**Achats interinstitutions, 2021, par pays fournisseur et par organisme des Nations Unies fournisseur**



71. La collaboration relative à la gestion de la chaîne d’approvisionnement est une forme de collaboration distincte des activités précédemment exposées, qui a été définie par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion. L’UNICEF est le seul organisme faisant état de ce type de collaboration. En 2021, 83,4 % des achats de biens effectués par l’UNICEF ont été issus d’une collaboration relative à la gestion de la chaîne d’approvisionnement, pour un total de 4,7 milliards de dollars.

**UNICEF et OPS : ensemble, ils livrent 912 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 au monde entier**

En 2021, l’UNICEF et l’OPS ont renforcé leur partenariat pour l’achat et le transport de vaccins vitaux dans les pays à revenu faible et intermédiaire pour le compte du mécanisme COVAX.

Celui-ci est la seule initiative mondiale visant à garantir aux pays un accès juste et équitable aux vaccins contre la COVID-19, indépendamment de leur richesse ou de leur localisation. Il s’agit de la plus grande opération de fourniture de vaccins jamais entreprise.

L’UNICEF, au niveau mondial, et l’OPS, dans la région des Amériques, ont œuvré de concert pour que des vaccins de qualité contre la COVID-19 soient achetés et livrés sans délai aux pays dès qu’ils devenaient disponibles. Grâce à cette action, des groupes vulnérables et à haut risque – notamment les travailleurs de la santé de première ligne – ont pu être protégés contre les infections, ce qui a permis de prévenir des maladies graves, de sauver des vies et de maintenir les systèmes de santé en état de fonctionnement.

Ensemble, l’UNICEF et l’OPS avaient livré à la fin de 2021 plus de 912 millions de doses de vaccin contre la COVID-19 (provenant d’achats directs ou de dons) à 133 pays. Dès l’arrivée des vaccins dans les aéroports, l’UNICEF et l’OPS ont aidé les gouvernements à lancer leurs campagnes de vaccination, y compris dans les zones difficiles d’accès comme les villages de montagne, les îles du Pacifique, le bassin amazonien et les zones de conflit.

Ce travail a été réalisé pour le compte de COVAX sur la base d’un appel d’offres conjoints de l’UNICEF et de l’OPS lancé à la fin de 2020 pour l’acquisition de vaccins et dans le cadre du partenariat de longue date entre les deux entités.

## X. Achats responsables

72. Depuis l’adoption de la Déclaration des achats responsables<sup>5</sup> par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion en 2009, les pratiques d’achat durables ont gagné en importance et en visibilité dans le système des Nations Unies. Le rapport statistique annuel inclut des données qui indiquent dans quelle mesure les considérations de durabilité sont intégrées dans les processus d’achat des organismes des Nations Unies. Pour le rapport 2021, 39 des 41 entités participantes ont fourni des informations sur les pratiques d’achat durables. L’Entité des Nations Unies pour l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes et l’Agence internationale de l’énergie atomique n’ont pas communiqué de données à cette occasion.

<sup>5</sup> <https://www.un.org/fr/Shared/KnowledgeCenter/Document?widgetId=4108&documentId=823605>.

73. Parmi les faits marquants de 2021, il convient de citer l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques de durabilité par certaines entités des Nations Unies, la révision des politiques de durabilité existantes, l'élaboration d'orientations et d'outils permettant de réaliser des achats responsables, l'inclusion de considérations de durabilité dans les appels d'offres et l'adoption de systèmes de passation de marchés en ligne. Il convient de noter que certaines entités sont passées de la planification d'activités dans des domaines importants, dont elles avaient fait état en 2020, à la mise en œuvre de ces activités en 2021. On trouvera ci-après un aperçu des principales tendances en 2021. On trouvera des informations plus détaillées sur le site du rapport statistique annuel.

74. Le nombre d'organisations ayant adopté ou prévoyant d'adopter des politiques officielles d'achat durables a légèrement augmenté en 2021. Sur les 39 entités déclarantes, 34 suivaient de telles politiques, venaient de les adopter ou prévoient de les mettre en œuvre en 2022. Le nombre d'entités qui ont effectivement mis en œuvre des politiques d'achat durables dont elles avaient prévu l'adoption a augmenté de 10 % entre 2020 et 2021. Le nombre d'entités déclarantes qui prévoient d'élaborer ou avaient élaboré et mis en œuvre des stratégies d'achats responsables est passé de 29 à 30. Moins de 50 % des entités avaient adopté ou prévoient d'adopter des cibles ou des objectifs de durabilité mesurables, mais il s'agit là d'un léger progrès par rapport à l'année précédente. Il est courant que l'adoption d'objectifs mesurables suive l'adoption d'une stratégie et la mise en œuvre d'une politique.

Figure 9  
**État de l'adoption des politiques, stratégies et objectifs d'achats responsables, 2021**

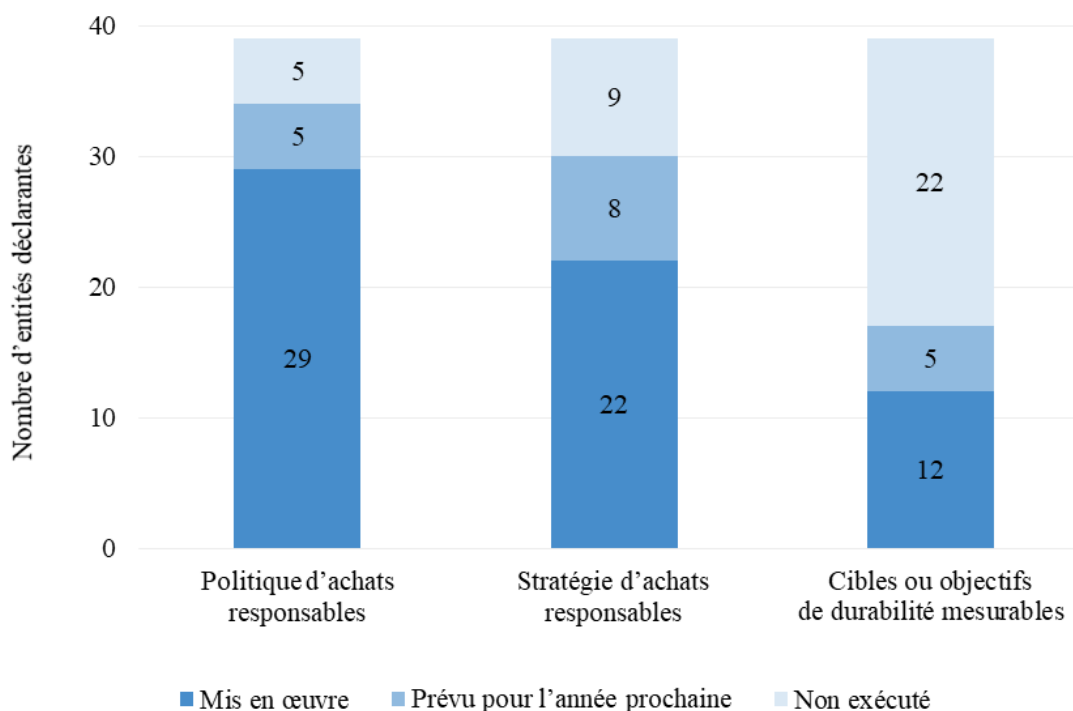
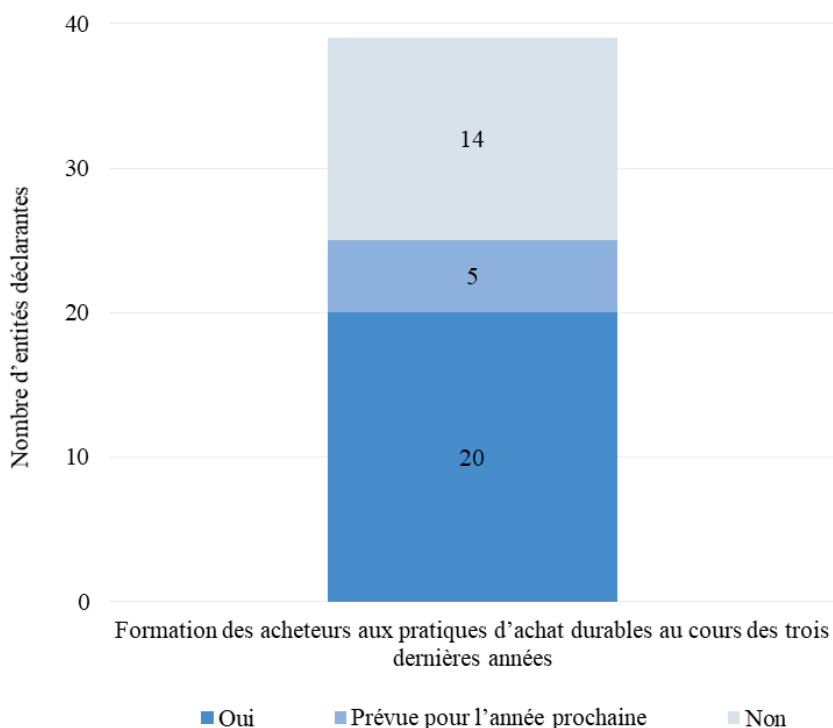


Figure 10  
**Renforcement des capacités internes, 2021**



75. Le nombre d'entités ayant pris des mesures de renforcement des capacités internes de leur personnel a légèrement diminué en 2021, 25 sur 39 ayant formé leurs acheteurs aux pratiques d'achat durable au cours des trois dernières années. La formation a été dispensée en interne, en externe ou sous des formes hybrides telles que des séances de formation à rythme libre ou virtuelles.

76. Le nombre d'entités des Nations Unies qui ont réalisé ou prévu de réaliser des investissements supplémentaires dans des activités visant à renforcer les capacités internes en matière d'achats responsables est passé de 17 à 21. Ces investissements consistaient notamment à recruter du personnel pour soutenir les pratiques d'achat durables, à mettre au point de logiciels de passation de marchés en ligne et d'autres logiciels connexes, à fournir des programmes de formation au personnel et à élaborer de ressources et des outils d'orientation. Deux entités ont déclaré être passées de la mise en œuvre prévue en 2020 à la mise en œuvre effective en 2021. Six autres prévoyaient d'effectuer des investissements supplémentaires en 2022.

77. La proportion d'entités ayant inclus ou prévoyant d'inclure des dispositions relatives à la durabilité dans les clauses des contrats a augmenté entre 2019 et 2021. En 2021, 72 % des entités ont déclaré avoir inclus de telles dispositions dans les clauses des contrats, soit une augmentation de 8 % par rapport à l'année précédente. Le taux d'utilisation du coût total de possession dans l'évaluation financière des appels d'offres a légèrement augmenté, passant à 87 %, une entité de plus l'ayant mis en œuvre en 2021.

78. Le taux d'incorporation de critères de durabilité au stade de la définition des besoins s'est orienté en baisse, passant de 82 % en 2019 à 77 % en 2021. L'inclusion de critères de durabilité dans la définition des besoins apporte une contribution positive au développement des bénéficiaires lorsqu'elle est prise en compte de manière adéquate et précoce dans le processus d'achat. Elle garantit que les

fournisseurs et les biens, services ou travaux qu'ils fournissent répondent aux attentes de l'organisme acheteur en matière de durabilité. En moyenne, l'incorporation de critères de durabilité dans la définition des besoins est restée la même en 2021 pour ce qui est des achats dans les secteurs technique et administratif. Toutefois, le nombre d'organismes ayant inclus des critères de durabilité dans plus de 20 % de leurs achats dans des catégories techniques a augmenté de 5 %.

Figure 11  
**Évolution annuelle de l'intégration des pratiques d'achat durables dans le processus de passage de marchés des entités déclarantes, 2019-2021**

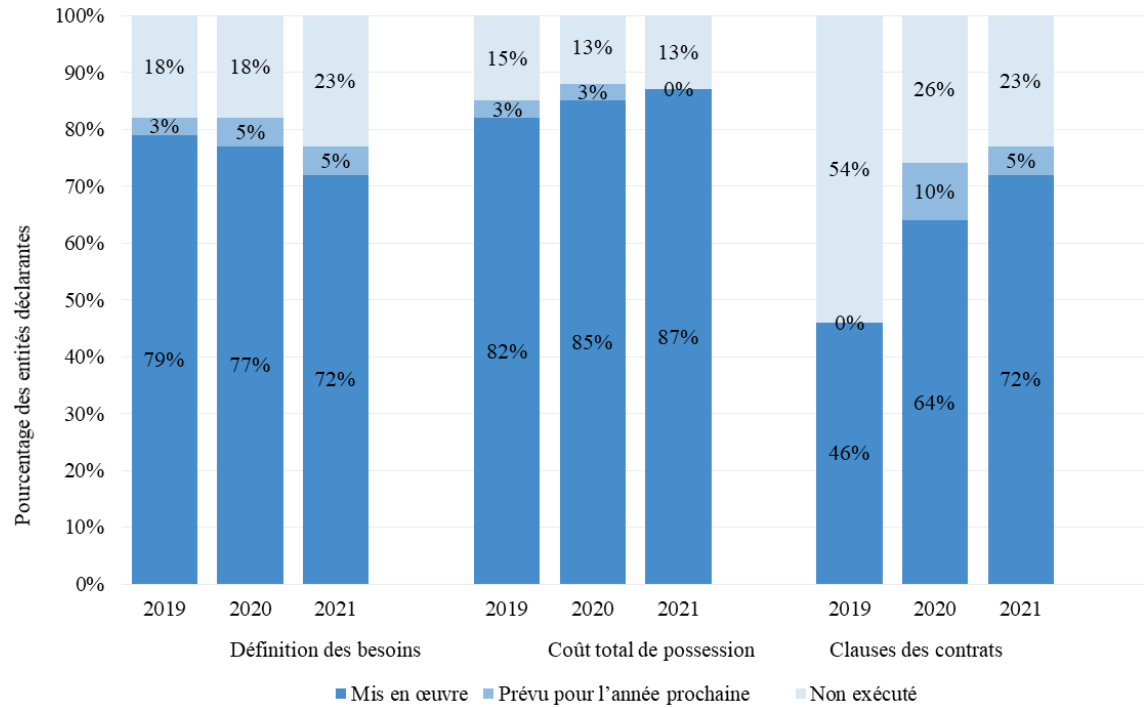
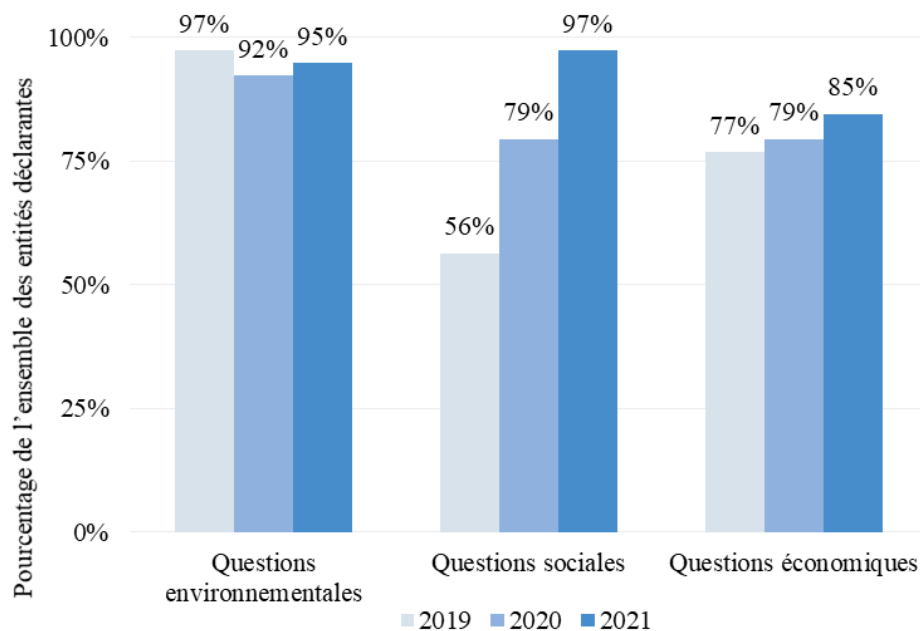
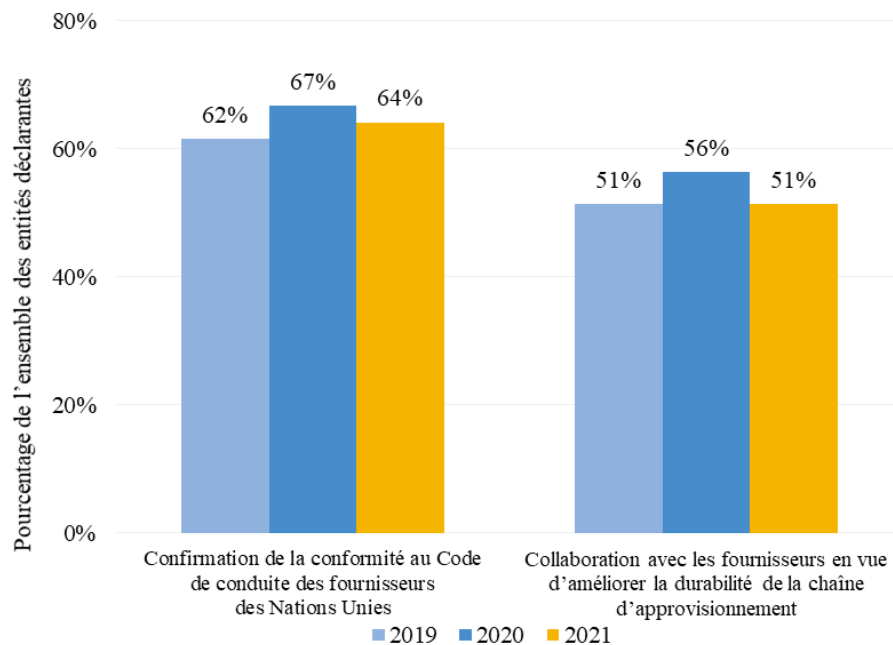


Figure 12  
**Éléments pris en considération dans le processus d'achat, 2019-2021**



79. L'intégration des trois piliers reconnus de la durabilité (environnemental, social et économique) est devenue plus équilibrée en 2021. L'incorporation de considérations sociales dans les processus de passation de marchés a fortement progressé, passant de 79 % en 2020 à 97 % en 2021. Cela témoigne des efforts que déploient les entités pour aborder les questions sociales – telles que les questions de genre et les normes du travail – par le biais de la passation des marchés. Les questions environnementales et économiques ont également été plus largement prises en considération, 95 et 85 % des entités, respectivement, ayant déclaré avoir intégré ces éléments dans les processus de passation de marchés. Trente-deux organisations ont déclaré avoir intégré chacun des trois piliers de la durabilité dans leurs opérations d'achat.

Figure 13  
Engagement des fournisseurs, 2019-2021



80. Les fournisseurs feront toujours partie intégrante de l'amélioration des pratiques d'achat durable. L'engagement des fournisseurs, mesuré par la confirmation de la conformité au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies et par la collaboration avec les fournisseurs, s'est détérioré, les taux correspondant étant tombés respectivement à 64 % et 51 % en 2021. Les trois principaux moyens utilisés par les organismes pour vérifier l'adhésion des fournisseurs au Code de conduite étaient les suivants : la tenue à jour du Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, les questionnaires adressés aux fournisseurs et les inspections sur site effectuées par l'organisme ou par un tiers. En outre, dans le cadre de leur collaboration avec les fournisseurs en vue d'améliorer la durabilité par le biais des achats, les organismes ont pris en considération les critères de durabilité, surveillé les performances des fournisseurs dans le cadre de projets et établi des programmes ou lancé des initiatives à l'intention des fournisseurs.



## Annexe

### Entités participantes

Quarante et une entités des Nations Unies ont participé à l'élaboration du rapport statistique annuel pour 2021. Lorsque le présent rapport fait état d'achats effectués par le système ou par des organismes des Nations Unies, il se réfère aux approvisionnements de ces 41 entités. En ce qui concerne la section consacrée aux achats responsables, 39 entités ont communiqué des informations dans ce domaine. Les entités qui ont fourni des données pour le rapport de 2021 sont les suivantes :

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CIT	Centre du commerce international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MIFRTP	Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi

ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONU	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNAKRT	Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UNPD	Division des achats
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies

---